

Cette page peut être consultée en ligne à l'adresse <https://racingstub.com/articles/18499-il-y-a-30-ans-un-audit-cree-son-petit-effet>

Il y a 30 ans : un audit crée son petit effet

★★★★★ (10 notes) 📅 07/08/2020 05:00 📍 Souvenir/anecdote 🔄 Lu 2.539 fois 👤 Par kitl 🗨️ 5 comm.



Daniel téléphone maison

Retour sur les quelques semaines de tension ayant entraîné la chute de Daniel Hechter et la création d'une société d'économie mixte, dans le cadre d'une remise à plat complète des relations entre le club et la municipalité. Une tragédie antique en cinq actes, avec Roland, Daniel, Robert, André, Emile et les autres...

Il convient de se replacer dans le contexte politico-sportif de l'époque : en mars 1989, la gauche a ravi la mairie de Strasbourg à la majorité centriste sénesciente de Marcel Rudloff, composée d'élus grisonnants et cumulards. La légende retient que l'élection s'est jouée autour de la question des transports urbains, Rudloff s'étant positionné en faveur d'un métro, le VAL, tandis que les socialistes préconisaient un tramway en surface.

Dossier d'importance secondaire, le Racing demeure toutefois un sujet de querelle entre majorité et opposition sortantes. Ayant inauguré la Meinau reconstruite de 1984, Marcel Rudloff s'est glissé dans le costume de maire-supporter, prêt à engager financièrement la Ville pour le bien du club. S'il ne fait pas directement partie du giron municipal, le RCS est passé maître dans l'art de quémander des subsides, des maires Frey à Pflimlin.

La nouvelle Meinau sert d'ailleurs de justificatif à cette fuite en avant : considéré parmi les plus modernes d'Europe, ce stade mérite une grande équipe. Propriétaire du stade, la Ville a assumé l'essentiel du coût de sa construction et se retrouve à devoir soutenir la gestion courante d'un club en déliquescence, dix ans tout juste après le titre de champion.

A son arrivée place de l'Etoile, Catherine Trautmann décide de commander un audit, confié au cabinet d'expertise-comptable dirigé par Pierre Rapin, afin de faire le bilan sur la santé financière du club. Bien que votées en conseil municipal, les subventions et autres « avances remboursables » se sont accumulées au fil des ans et personne n'est capable de détailler le train de vie du Racing.

Au surplus, le Racing n'a quasiment jamais fréquenté la première moitié du classement depuis la livraison de la Meinau. Il a fini par tomber en deuxième division en 1986. Sa remontée fut suivie d'une descente immédiate. Loin de vouloir couper le pipeline la reliant au club, la municipalité entend remettre à plat le fonctionnement quelque peu nébuleux de la section professionnelle, à travers la mise en place d'une société d'économie mixte au sein de laquelle les capitaux privés et publics seront clairement répartis.

La survie du club passe certainement par un grand coup de pied dans la fourmière, microcosme vivant où pullulent d'étranges espèces...

I. Un réquisitoire avant les fêtes

La municipalité choisit d'organiser une conférence de presse le 19 décembre 1989 présentant les principales conclusions de l'audit. La maire Catherine Trautmann a transmis le sujet à son premier adjoint, Roland Ries - membre du comité de gestion depuis 1986, délégué par l'opposition au conseil municipal de l'époque. En tant qu'adjoint au maire chargé des sports, Robert Herrmann est également de la partie. Le contenu du rapport a été entretemps remis à la presse locale.

D'emblée, on a la confirmation que l'audit n'est pas tendre avec la gestion signée Hechter. Roland Ries n'y va pas par quatre chemins et réclame la tête du président du club. Morceaux choisis : « *On ne peut plus continuer avec les mêmes hommes et notamment avec le principal responsable, le président du comité de gestion.* » « [Daniel Hechter](#) a essayé de construire une nouvelle équipe. Il a échoué. Il doit partir. » « *Le Racing est un club surendetté en raison de sa politisation ancienne et forte, de l'absence de stratégie à long terme en matière de recrutement et la recherche constante d'hommes providentiels.* »

Les missiles ciblent évidemment Hechter et, plus intéressant, perce un diagnostic qu'on jugera avec nos yeux actuels très avisé sur la décennie 1980 du Racing.

Le tonneau des Danaïdes

Pour ce qui est des sommes, elles donnent le vertige : à la fin de la saison 1989/90, quel que soit le verdict sportif, la situation comptable nette du club sera négative, et pas qu'un peu : 89,35 millions de francs de passif. L'actif joueurs ne suffira pas pour garantir un équilibre, même si on y ajoutait les loges, imaginées par [Daniel Hechter](#), dont l'addition fait partie des nombreux engagements de la Ville attendant d'être honorés.

De son côté, l'endettement avoisine les 80 millions, entre les avances remboursables dont la Ville n'a toujours pas vu la couleur, les emprunts qu'elle a cautionnés, le besoin de trésorerie en fin de saison...

On le voit, et très certainement qu'un comptable s'y prendrait bien mieux : il s'agit d'une véritable gabegie sur fonds publics, pour un club ayant passé trois saisons sur les quatre dernières en deuxième division.

Les *Dernières Nouvelles d'Alsace* ne résistent pas à l'envie de calculer le coût total de l'opération [Pita](#), qu'ils avaient pourtant applaudie avec tapage un an et demi auparavant. Toutes sommes confondues, le transfert emblématique de l'ère Hechter, entre esbroufe et imprévoyance, aura coûté 6,7 millions de francs 1988. Le salaire du Brésilien s'est élevé à 1,2MF, sans compter 78 000 francs d'avantages en nature (loyer et aller-retour au Brésil) et l'acquittement par le club de 350 000 francs d'impôts et 500 000 francs de charges sociales.

Le surlendemain, les DNA publient un tableau récapitulatif le coût global de chaque joueur, divisé par le nombre de matchs joués en championnat, de manière à obtenir un « coût par match ». Le numéro 10 pauliste figure évidemment en tête du classement, puisque chaque match de [Pita](#) a coûté 471 000 francs au club.

Yo-yo en or massif

Ce tableau très anecdotique mélange de nombreuses sommes (indemnités de transfert, salaire + charges, primes...) et manque franchement de rigueur. Le pauvre [Jean-Luc Lemonnier](#), jugé trop juste pour l'élite, est le second joueur le plus « coûteux » car il n'a pas disputé le moindre match pour un salaire de colibri. Sans doute désireuse de ne pas se mettre à dos les survivants des deux précédentes saisons au sein de l'effectif – parmi lesquels l'actuel entraîneur –, la rédaction n'a pas jeté leurs salaires en pâture.

De cet exercice journalistique mitigé point tout de même le quasi doublement du coût de l'équipe entre la saison 1987/88 en D2 et la suivante en D1. Avec l'arrivée de joueurs expérimentés comme Gillot, Bade ou Mège, les niveaux de salaire ont mécaniquement augmenté. Une certaine hiérarchie est palpable, entre d'une part les deux étrangers, les anciens avec quelques saisons de D1 au compteur et les jeunes du centre de formation (Andrieux, V. Cobos) qui sont les plus « rentables ».

Un autre article plus fouillé pointe les dépenses occasionnées par de nouveaux acteurs du monde du football : les intermédiaires ou impresarii, tout bonnement les agents de joueurs.

Sur la première saison pleine du comité Hechter, seules les arrivées de Didaux et Christen avaient donné lieu à un versement de commissions. Celles-ci ont en revanche explosé la saison d'après : on passe de 278 000 à 1,65 million. Un peu moins de la moitié a été engloutie pour le transfert de [Pita](#), au profit de Mordechai Spiegler, Charles Giscard d'Estaing et Paulo Cesar. Le premier, ancien joueur du PSG devenu un intime d'Hechter, a en outre été confortablement rémunéré pour une mission de supervision qui s'est limitée à huit joueurs.

Alors qu'on pouvait s'attendre à ce que le fiasco [Pita](#) mette le holà à ces pratiques, le montant versé aux intermédiaires est passé en 1989 à 2,4 millions de francs, dont la majeure partie encaissée par le « manager » de [Thomas Allofs](#) dans le cadre du transfert frelaté que l'on sait.

Enfin l'accent est mis sur le coût des licenciements et des résiliations de contrat, résultant des incessantes modifications du casting à la faveur des changements de division. L'indemnisation de [Juan Ernesto Simon](#) a ainsi coûté un million, à ajouter à la facture [Pita](#)...

II. Hechter joue en défense et tire quelques passings

Le moment de la divulgation des éléments de l'audit n'a sans doute pas été choisi au hasard : [Daniel Hechter](#) est en effet en voyage à New York jusqu'au 6 janvier. Le couturier s'indigne du procédé, reproche à Ries sa soudaine virulence alors que les deux hommes se côtoient au sein du comité de gestion depuis 1986 avant de contre-attaquer.

Hechter demande un débat public contradictoire avec le premier adjoint, afin de donner son interprétation de l'audit. Il explique avoir réalisé un bénéfice d'exploitation sur ses trois exercices et affirme avoir « hérité » d'un déficit important, vestige de l'ère Bord. Reste que le trou serait passé de 32 millions en 1986 à 90 millions en 1990...

En effet, le document n'est pas exclusivement à décharge, comme dans le domaine du sponsoring où les recettes ont augmenté. Les loges ont ainsi rapporté pas loin d'un million de francs chaque saison, même s'il faut déduire les charges de personnel de la société chargée de leur exploitation. Autre partenariat, avec la société de l'incontournable Jean-Claude Darmon, qui a notamment fourni au RCS un contrat avec la marque de matelas Epeda, sponsor du maillot à l'extérieur.

Désireux de défendre son bilan, [Daniel Hechter](#) met les bouchées doubles à son retour des USA, début janvier. Il rencontre Catherine Trautmann mais rien ne filtre de cet entretien (« *Ça s'est bien passé* » se contente-t-on d'indiquer place de l'Etoile). Il annonce dans la foulée son intention d'en référer à Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports. Se définissant comme un « patron de gauche », il espère recevoir un appui gouvernemental.

Vendredi 12 janvier, [Daniel Hechter](#) sort la grosse artillerie sur le plateau de FR3 Alsace. Il s'attaque tout d'abord à l'auteur de l'audit, qualifiant les chiffres de « *ridicules* » et que « leur interprétation procède d'une volonté de nuire ». Entre deux amabilités (« *avant mon arrivée, le Racing était un club de patronage* », [André Bord](#) qualifié de « *pompier-pyromane* »), Hechter affirme avoir multiplié les recettes de sponsoring par neuf. Il précisera davantage ses chiffres lors d'une conférence de presse en début de semaine suivante, après s'être entretenu avec Roger Bambuck.

Il conclut dans un registre plus larmoyant : « *Si je vais rester ? Madame Trautmann et Monsieur Ries demanderont-ils toujours mon départ lorsqu'ils sauront qu'ils ont été abusés par le cabinet d'expertise ? J'en ai vraiment ras le bol, je ne supporte plus de voir certaines personnes. Mais, pour les joueurs, pour l'équipe... Je ne voudrais pas les abandonner...* »

III. Un comité secoué

Le hasard veut qu'un comité de gestion était justement prévu à 15h30, dans la foulée de cette émission... Après avoir brûlé ses vaisseaux, [Daniel Hechter](#) s'expose aux repréailles d'[André Bord](#), nommément accusé à la télévision de s'être mêlé des affaires de la section professionnelle, lui le patron de l'Omnisports qui alla chercher le couturier en 1986...

Le contenu des échanges du comité filtre naturellement dans les DNA du lendemain, où l'on apprend la démission imminente d'Hechter, qui aurait été mis en minorité. Démenti, recherche de la taupe, Hechter ne veut plus démissionner, du moins pas en étant contraint... on ne s'en sort plus !

Pendant ce temps, à Niederbronn-les-Bains, Specht et Gemmrich ont concocté un stage de remise en forme, avec un footing tous les matins vers le Grand Wintersberg au menu. Les entraîneurs insistent sur le physique dans la perspective d'une fin de saison au sprint, avec 13 matchs restant à jouer. Et à gagner.

Interrogé sur les développements extra-sportifs, [Léonard Specht](#) explique se réfugier dans le travail, faire abstraction du contexte mais attend d'être fixé rapidement en vue du « *recrutement pour l'année prochaine.* » En D2 ? En D1 ? Avec ou sans Hechter ? Et la SEM ?

IV. Hechter jette l'éponge

La crise se dénoue aussi rapidement lundi 15 qu'elle semblait encore inextricable la veille. L'entrevue avec Roger Bambuck n'a finalement pas eu lieu. Le comité Hechter tout entier se retire, charge à l'administration du club de gérer les affaires courantes. Il n'y a pas de nouveau président, étant donné que la société d'économie mixte en gestation mettra de l'ordre dans ce joyeux foutoir que sont les statuts du RCS.

Rappelons que [Daniel Hechter](#) a d'abord dû être coopté pour intégrer le comité de gestion à l'automne 1986, afin d'en prendre ensuite la présidence. Elu pour six ans et inamovible, sauf cas de faute grave, il ne pouvait quitter son poste qu'à sa seule initiative. Concession de Marcel Rudloff à ses opposants internes et externes, la présence d'élus et de fonctionnaires municipaux n'a fait qu'ajouter du trouble à la situation, on le voit avec la position de Roland Ries qui a dû faire preuve d'un certain aplomb pour condamner une gestion à laquelle il a été associé, de très loin certes. Qu'on ne demande pas aux représentants municipaux une expertise sportive est entendu, ceci dit on ne les a pas inclus dans la gouvernance uniquement pour distribuer gratuitement des billets de match.

Autant la municipalité Rudloff a fait preuve d'une complaisance sans limite à l'égard de [Daniel Hechter](#), autant son ancienne opposition n'a pas brillé par sa clairvoyance.

Il en va de même pour la presse régionale, à la ligne particulièrement opportuniste depuis 1986.

[Daniel Hechter](#) tient une dernière conférence de presse avenue Hoche, au cours laquelle transpire son écoëurement ou son aigreur, c'est selon. Il tient une dernière fois à prouver que sous son mandat le déficit est passé de 36 à 27 millions, mais les dés sont jetés.

Lucide : « *C'était cousu de fil blanc : la municipalité voulait mon départ.* »

Bluffeur : « *M. Herrmann, en juillet 1989, s'est emparé des contrats des joueurs de Strasbourg alors qu'ils sont confidentiels, il a envoyé son chauffeur les chercher au siège du Racing. Quand tout d'un coup on a une voiture et un chauffeur, on a les plombs qui sautent. Il se croit l'adjoint du monarque. Ce qui est curieux, c'est que l'un de ses amis, M. Kientz, s'est promené ensuite avec les documents dans les bistrotts de Strasbourg pour montrer les contrats des joueurs.* »

Repentant : « *J'ai commis trois erreurs et je les assume. La première est d'avoir fait confiance à [André Bord](#). La deuxième est d'avoir échangé l'Argentin Juan Simon contre le Brésilien [Pita](#), dont la blessure n'avait pu être décelée comme est venu nous le déclarer devant le comité de gestion le professeur Jaeger. La troisième est de n'avoir pu convaincre [Gilbert Gress](#) de revenir.*

Je l'avais rencontré en septembre 1986 et je lui avais posé trois questions : accepterait-il de revenir à Strasbourg, de travailler avec moi et quelles seraient ses conditions financières. Il m'a répondu oui aux deux premières questions, mais que la troisième ne pouvait être abordée. [Gilbert Gress](#) m'a dit qu'il ne reviendrait jamais à Strasbourg, tant qu'[André Bord](#) serait de près ou de loin mêlé aux destinées du club. »

Il conclut par ces mots que lui reprochera Jean-Louis English le lendemain mais qui résument le nœud de l'intrigue avec acuité : « *On n'a pas voulu de moi à Strasbourg, tout simplement parce que je n'étais pas Alsacien. En se débarrassant de Hechter, la municipalité a tenté 'd'alsacianiser' le club.* »

V. Tout le monde SEM

La constitution de la SAEMSL représente l'occasion de faire l'inventaire de tous les crocodiles grouillant dans le marigot. A la Ville, Roland Ries tend la main aux anciens de l'équipe Hechter, comme [Pierre Kubel](#) , [Patrick Spielmann](#) ou [Jean Wendling](#) . Désireux d'associer toutes les bonnes volontés, le premier adjoint évoque même le banni mulhousien André Goerig, qui finira par renoncer.

On assiste à la naissance du concept des « repreneurs locaux », par opposition aux « Parisiens » arrivés dans les bagages d'Hechter. Toujours dans l'ombre, [Emile Stahl](#) manœuvre en coulisses. Il a convaincu l'industriel [Jacky Kientz](#) et [Jean Wendling](#) , tandis que [Gérard Schmaltz](#) s'est retiré. Son dessein ultime ? Parvenir au retour de [Gilbert Gress](#) le plus rapidement possible.

Pressenti à la tête du futur conseil de surveillance, Stahl devra composer avec l'encombrante présence d'[André Bord](#) , représentant l'Omnisports au sein de la SEM, qui pourrait braquer une fois de plus l'entraîneur du Xamax.

Le conseil municipal du 29 janvier 1990 apporte de plus amples précisions sur l'architecture de la SAEMSL. Le conseil de surveillance sera composé de douze personnes : six représentants élus du conseil (dont Robert Herrmann, Serge Oehler et Andrée Buchmann), deux représentants du RCS Omnisports, détenteur de la marque, et quatre membres choisis parmi les actionnaires privés.

Le capital sera détenu à 49% par la Ville, 6% par le Racing et 45% par les privés, au sein desquels figure un certain [Egon Gindorf](#) .

En conseil municipal, Robert Herrmann résumé la philosophie ayant prévalu à la constitution de cette société d'économie mixte : « *L'intérêt de la SEM est d'intégrer des opérateurs privés dans la gestion du club. Jusque-là, la Ville prenait tous les risques. Là, ils seront partagés. Quant au passif de 89,5 millions, il est constitué essentiellement de créances du club à l'égard de la Ville. Lorsqu'on évacue ces dettes, le déficit résiduel n'avoisine plus que les 30 millions. Et il reste le capital joueurs...alors que la perspective d'une augmentation du capital pourra être envisagée ultérieurement.* »

Voilà qui replace le Racing sur le chemin de l'espérance.

Citations extraites des DNA, décembre 1989 et janvier 1990.